

BRÈVES ÉCONOMIQUES PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

N° 29 – du 17 juillet au 23 juillet 2026

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH
EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION
(AMMAN, BAGDAD, JÉRUSALEM, LE CAIRE, TÉHÉРАН, TEL-AVIV)

ZOOM : L'ÉGYPTE RENFORCÉE DANS SON RÔLE DE PIVOT LOGISTIQUE ET ÉNERGÉTIQUE RÉGIONAL

Les tensions géopolitiques au Moyen-Orient et les perturbations affectant les principales routes maritimes ont donné une nouvelle acuité à la stratégie de l'Égypte visant à consolider son rôle de pivot énergétique et logistique régional. Sa position géographique apparaît désormais essentielle à la sécurisation des échanges entre le Moyen-Orient, l'Afrique et l'Europe.

Cette évolution est particulièrement visible dans le domaine énergétique. Dès les premières semaines du conflit, le corridor d'exportation du pétrole brut saoudien via l'Égypte a retrouvé une importance stratégique. Le pétrole est acheminé par l'oléoduc saoudien Est-Ouest jusqu'au port de Yanbu sur la côte saoudienne de la mer Rouge, vers lequel plus de 70 % des exportations saoudiennes de pétrole avaient été réorientées à la mi-juillet 2026. Certains flux sont ensuite transportés par voie maritime jusqu'à Ain Sokhna. Il transite ensuite par le pipeline terrestre SUMED (*Arab Petroleum Pipelines Company* – détenu à 50 % par la société publique égyptienne EGPC, 15 % par *Saudi Aramco*, 15 % par le fonds émirien *Mubadala Investment Company*, 15 % par la *Kuwait Investment Authority* et 5 % par *Qatar Energy*), qui relie la mer Rouge à la Méditerranée, avant d'être exporté vers les marchés internationaux. Ce corridor offre une capacité d'acheminement pouvant atteindre environ 2,5 millions de barils par jour, tous flux confondus. En complément, l'Égypte a ouvert à la location dix installations de stockage de pétrole brut et de produits raffinés sur la mer Rouge. Avec des capacités excédentaires estimées à 29 M de barils, elle cherche également à se positionner comme un hub régional de stockage, de transit et de redistribution des hydrocarbures.

Dans le domaine logistique, l'Égypte s'affirme parallèlement comme une nouvelle plateforme de transit entre l'Europe et les pays du Golfe. Cette évolution repose sur le développement de ses infrastructures portuaires, notamment les hubs d'Ain Sokhna, d'East Port Said et de Safaga, ainsi que sur une transformation profonde de ses infrastructures intérieures.

Le pays développe ainsi huit corridors multimodaux, articulés autour de plusieurs projets d'infrastructures majeurs, parmi lesquels le réseau ferroviaire à grande vitesse porté par Siemens, qui comprend une composante de fret, et les ports secs du 6 Octobre et du 10 Ramadan. La réhabilitation du réseau ferroviaire de marchandises est complétée par la construction d'une liaison stratégique de 275 kilomètres entre Taba, dans le golfe d'Aqaba, et El Arish, dans le nord du Sinaï. Depuis 2014, près de 6 500 kilomètres de routes nouvelles ont par ailleurs été construits et environ 8 500 kilomètres d'axes existants modernisés, facilitant la circulation des marchandises le long des principaux corridors logistiques.

LE CHIFFRE À RETENIR

40 %

AUGMENTATION DU TRAFIC
DE TRANSIT VIA L'ÉGYPTE
DEPUIS MARS 2026

Le développement rapide de nouvelles routes commerciales a permis l'acheminement de certaines marchandises, notamment de produits agroalimentaires et pharmaceutiques, jusqu'à la côte méditerranéenne, avant leur transfert par voie terrestre vers la mer Rouge puis leur réexportation maritime vers les ports saoudiens. Elles peuvent ensuite être distribuées vers Riyad, Dammam, le Koweït ou Dubaï. Les autorités égyptiennes font état d'une hausse des flux de transit proche de 40 % depuis le déclenchement de la crise.

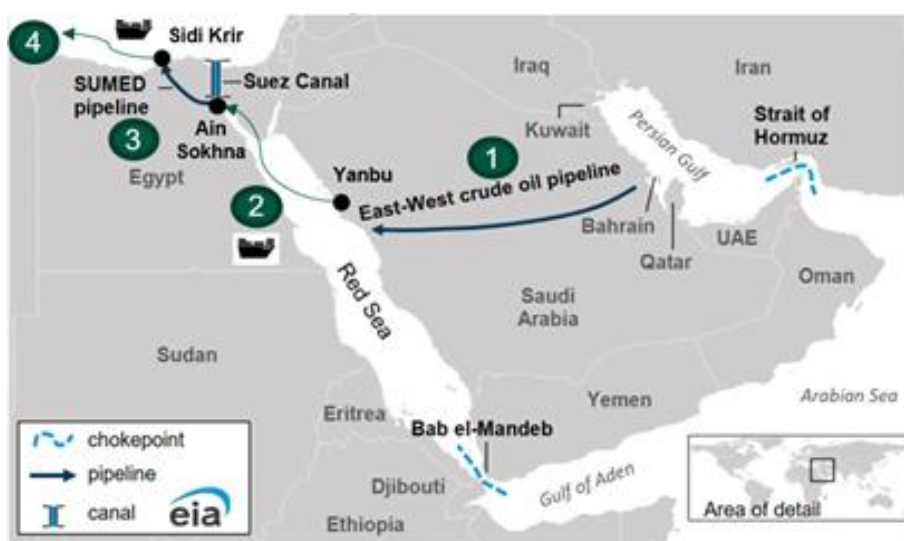
Le canal de Suez conserve également un rôle central. Bien que son utilisation demeure exposée aux tensions régionales, il constitue une voie de contournement essentielle des zones de blocage potentielles du Golfe persique pour les flux en provenance d'Asie ou d'Europe à destination des ports saoudiens de la mer Rouge, notamment Djeddah et King Abdullah Port. Afin d'éviter le détroit de Bab el-Mandeb, où les risques d'attaques houthies sont les plus élevés, les armateurs privilégient des services de navettes maritimes. Des navires de tonnage intermédiaire relient ainsi les hubs méditerranéens, tels que Tanger Med, Algésiras et Port-Saïd, aux ports saoudiens via le canal de Suez, avant de rebrousser chemin.

Les autorités affichent désormais leur volonté de pérenniser ces corridors et de développer deux « routes commerciales arabes », lancés sous l'impulsion du président Sissi. Un axe Nord relierait Alexandrie à la Jordanie, à la Syrie et à l'Irak, tandis qu'un axe Sud relierait Assouan et les ports de Safaga et de Bérénice à l'Afrique orientale et à la péninsule Arabique.

Cette stratégie d'infrastructures s'accompagne enfin d'un effort de facilitation des échanges. Certaines marchandises en transit vers les pays du Golfe sont désormais exemptées de l'enregistrement préalable sur la plateforme Nafeza. L'Égypte prépare également son intégration opérationnelle au système de transit international routier TIR, actée en juillet 2026, qui devrait intervenir dans un délai de 6 mois. Porté par l'Union internationale des transports routiers et soutenu par les Nations unies, ce mécanisme, adopté par près de 80 pays, permet de faciliter le transit de marchandises, en excluant les cargaisons en transit de contrôle douanier. Il intègre par ailleurs une garantie financière globale qui vise notamment à protéger les administrations douanières contre le risque financier lié à une disparition, un détournement ou une autre irrégularité concernant les marchandises en transit. Il permet de réduire les coûts de transport de 25 à 40 % et à diminuer les délais de transit jusqu'à 80 %. Accompagnée d'un effort de numérisation des procédures et, plus largement, d'une réforme globale des douanes, cette avancée constitue une nouvelle illustration de la volonté de l'Égypte de renforcer sa compétitivité logistique.

L'Égypte cherche ainsi à capitaliser sur son avantage géographique et sur les recompositions régionales actuelles pour asseoir son positionnement durable de plateforme énergétique, maritime et terrestre entre l'Europe, le Golfe et l'Afrique.

Service Économique du Caire



Légende

- 1 Pétrole brut et produits raffinés acheminés par l'oléoduc est-ouest, d'une capacité de 7 M b/jour, au port saoudien de Yanbu.
- 2 Transfert par pétrolier vers le port égyptien d'Ain Sokhna (situé dans le Golfe de Suez).
- 3 Transit par le pipeline SUMED, d'une longueur de 320 km, qui permet d'acheminer le pétrole d'Ain Sokhna au terminal pétrolier de Sidi Kerir, situé près d'Alexandrie.
- 4 Acheminement du pétrole vers les marchés internationaux par voie maritime.

ÉGYPTE

1. LES AVOIRS EXTÉRIEURS DE LA CBE À PRÈS DE 17 MDS USD EN JUIN

Les avoirs extérieurs nets de la Banque centrale d'Égypte (CBE) ont poursuivi leur [trajectoire ascendante](#) en juin 2026, passant de 15,21 Mds USD fin mai 2026 à 16,97 Mds USD en juin. Les avoirs extérieurs de la CBE sont restés excédentaires depuis 2025, reflétant des entrées de devises plus soutenues, portées par l'investissement de Ras El Hekma, les transferts de la diaspora, le tourisme et les investissements de portefeuille. L'amélioration des avoirs extérieurs de la CBE a renforcé la position de liquidité extérieure de l'Égypte, contribuant à la reconstitution des réserves de change et au soutien de la stabilité du taux de change. Cette trajectoire s'inscrit dans le prolongement d'un redressement structurel amorcé en mai 2024, lorsque les avoirs extérieurs nets de l'Égypte étaient redevenus excédentaires pour la première fois depuis mars 2022. Cette accumulation continue d'avoirs extérieurs s'accompagne d'ajustements du taux de change en cours. Ce dernier est passé de 49,27 EGP pour 1 USD sur le dernier exercice, à 52,32 EGP pour 1 USD, en moyenne, fin juin 2026.

2. AUGMENTATION DES RECETTES DU CANAL DE SUEZ

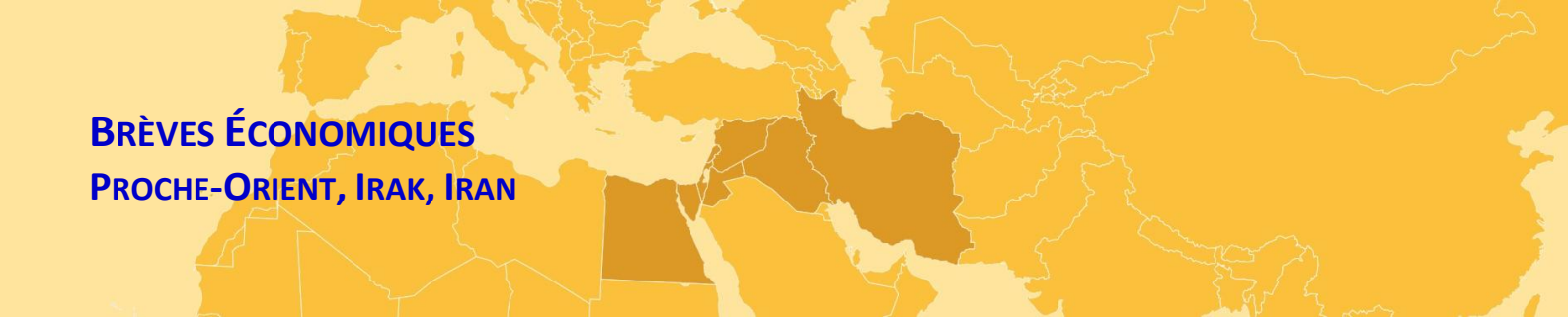
Les recettes du canal de Suez sont passées de 2,6 Mds USD sur l'exercice 2024/25 à 3,2 Mds USD sur la période de juillet 2025 à mars 2026. Cette forte reprise représente une [augmentation de 22,1%](#) en glissement annuel, selon le dernier rapport sur la balance des paiements publié par la Banque centrale d'Égypte (CBE). Cette forte croissance des recettes s'explique principalement par une augmentation de 18,5% du poids net des marchandises transitant par le canal, qui a atteint 427 M de tonnes cumulées sur la période, ainsi que par une hausse de 7,6% du nombre de navires transitant par le canal, pour un total d'environ 10 000 navires. La reprise des droits de passage maritimes a constitué un amortisseur essentiel pour les transactions extérieures de l'Égypte et a grandement contribué à la récente réduction du déficit global de la balance des paiements du pays (- 2,9 % en glissement annuel).

3. FEUILLE DE ROUTE ÉCONOMIQUE POUR SORTIR DU PROGRAMME FMI

Le Premier ministre égyptien Mostafa Madbouly a demandé à ce que [le prochain programme économique national](#), qui devra accompagner la sortie du programme du FMI, soit soumis à un débat public. Cette démarche devrait permettre aux experts financiers et spécialistes de formuler des observations avant la publication définitive du programme. Cette instruction a été donnée lors d'une réunion ministérielle, portée sur la mise en œuvre des directives du président El-Sisi, visant à concevoir une stratégie nationale de développement fondée sur les objectifs futurs de l'État. Un groupe de travail dédié, réunissant des représentants de plusieurs entités publiques ainsi que de la CBE, pilote le processus de rédaction. Le gouvernement a précisé que cette feuille de route est conçue pour garantir une synchronisation totale entre les politiques budgétaire et monétaire. Le comité étudie les stratégies post-réforme adoptées par d'autres pays ayant réussi leur sortie de programmes du FMI, dans l'optique d'adopter les meilleures pratiques internationales, adaptées à l'économie égyptienne. Cette feuille de route devrait s'appuyer sur le Programme national de réformes structurelles existant ainsi que sur le cadre du plan « Égypte Vision 2030 ».

4. LE MARCHÉ DE L'AUTOMOBILE CONFIRME SON FORT REBOND DU DÉBUT 2026

Selon le [Conseil de l'information automobile \(AMIC\)](#), [les ventes de véhicules en Égypte ont progressé de 18,2 %](#) en mai en glissement annuel, pour atteindre près de 16 900 unités. Sur les cinq premiers mois de l'année, elles ont bondi de 40,1 %, à près de 81 400 véhicules, confirmant le rebond engagé par le secteur depuis 2024. Cette dynamique est principalement portée par les voitures particulières, qui représentent plus des trois quarts des ventes totales et dont les ventes ont augmenté de 37 % sur la période. Les marques chinoises et japonaises affichent les plus fortes progressions, avec des hausses respectives de 53,4 % et 53,2 %, devant les marques européennes (+23 %) et américaines (+19,4 %). Cette reprise intervient dans un contexte de développement de l'assemblage local, tandis que les autorités



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

égyptiennes ont mis en place un dispositif d'incitations en faveur d'un secteur considéré comme stratégique pour le renforcement de l'appareil industriel national.

5. LA PRODUCTION DE PÉTROLE DE GUPCO ATTEINT SON PLUS HAUT NIVEAU DEPUIS 2019

La *Gulf of Suez Petroleum Company* (GUPCO), l'une des principales sociétés de production pétrolière en Égypte, a [porté sa production de pétrole brut à 71 250 barils par jour en juillet](#), soit son niveau le plus élevé depuis juillet 2019. Cette progression s'explique notamment par l'accélération du développement du champ *offshore* de North Safa, qui s'inscrit dans la stratégie du ministère du Pétrole et des Ressources minérales visant à relancer la production nationale. La mise en production d'un nouveau puits a porté la production totale du champ à plus de 18 000 barils par jour. Cette augmentation fait suite à l'installation d'une nouvelle plateforme offshore, à la pose de lignes de raccordement et à la modernisation des systèmes de production. L'entreprise a par ailleurs approuvé un budget de 516,5 M USD pour l'exercice 2026/27, consacré notamment aux activités d'exploration et de développement, aux dépenses opérationnelles et à la modernisation de ses infrastructures.

IRAK

1. 60 MDS USD D'INVESTISSEMENTS ANNONCÉS LORS DU SOMMET D'AFFAIRES IRAKO-AMÉRICAIN

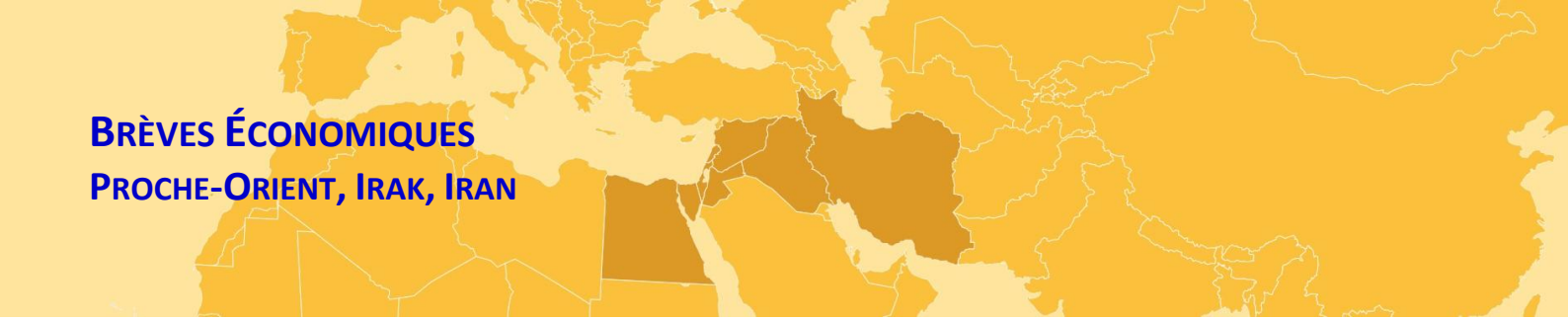
En marge de la visite du Premier Ministre irakien Al Zaidi à Washington du 14 au 18 juillet, la chambre de commerce des Etats-Unis a déclaré qu'une cinquantaine de protocoles d'entente avaient été signés entre représentants irakiens et entreprises américaines, pour un total de 60 Mds USD. Bien que le détail de ces accords n'ait pas été communiqué, le secteur de l'énergie ressort largement en tête des annonces. En matière de production de pétrole, les accords impliquent notamment Chevron (développement des champs de West-Qurna 2 et Nasiriyah), Halliburton (gestion des champs de Bin Umar et Sindbad), ConocoPhillips (rachat de 42 % de la participation de BP dans le champ de Kirkouk),

tandis qu'ExxonMobil et Shell sont également cités. Chevron s'est par ailleurs vu confier la coordination des travaux d'études en vue de la réhabilitation du réseau d'oléoducs irakiens, ce qui devrait inclure les tronçons Bassorah-Kirkouk et Haditha-Banyas (Syrie). Excelerate Energy travaillera au développement d'un terminal de gaz naturel liquéfié (GNL) au Sud de l'Irak. Dans l'électricité, GE Vernova et KBR ont signé des protocoles avec le ministère de l'électricité. Les autres annonces concernent entre autres la technologie et les télécommunications (Google, Cisco, Starlink), la santé (Abbott, Thermo Fischer), l'agroalimentaire (PepsiCo) et le secteur financier (ouverture d'une succursale en Irak de JPMorgan).

IRAN

1. PÉTROCHIMIE & ACIER : DOMMAGES DE GUERRE ET CONTRAINTES

Les sites industriels iraniens sont de plus en plus impactés par le conflit en cours. Le groupe de pétrochimie Pardis a annoncé l'arrêt de ses unités de production à compter du 30 juillet sur décision du comité de crise de la zone économique spéciale de Pars Sud. Cette suspension concerne l'un des principaux producteurs et exportateurs d'urée du pays. Au sein du groupe Mobarakeh, premier sidérurgiste du pays, la direction indique qu'une partie de l'usine a été visée après la clôture de ses comptes annuels. L'événement a interrompu la production des unités de sidérurgie et de production de fer, réduisant temporairement les capacités de plusieurs autres lignes. L'entreprise prévoit un retour à des niveaux de production jugés satisfaisants d'ici à la fin septembre, mais ses prévisions traduisent déjà l'ampleur de l'adaptation nécessaire : 5,8 millions de tonnes seulement seront commercialisées au cours du semestre, incluant 2,5 millions de tonnes de brames qui devront être achetées auprès d'autres producteurs nationaux pour compenser les dommages affectant les équipements sidérurgiques. Cette substitution impacte considérablement le modèle économique du conglomérat. Mobarakeh prévoit notamment de mobiliser 1 790 000 Mds de rials pour l'achat des brames nécessaires à la production de bobines laminées à chaud. L'entreprise annonce également des hausses de



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

coûts de production de 61 % pour le concentré de minerai de fer, 55 % pour l'éponge de fer achetée, 52 % pour les salaires, 99 % pour le gaz des unités de réduction directe, 49 % pour l'eau et 79 % pour l'électricité. Au total, la croissance des volumes ne résoudra donc pas mécaniquement le problème de compétitivité de la filière : la guerre a endommagé les capacités, tandis que l'énergie et les intrants alourdissent les coûts de production.

2. LA BANQUE CENTRALE RESSERRE SA POLITIQUE MALGRÉ LA HAUSSE DES BESOINS DE LIQUIDITÉ

Au cours de la semaine écoulée, les banques ont soumis sur le marché interbancaire des demandes d'autorisations de crédit pour un montant total d'environ 1,9 Md USD. La Banque centrale (BCI) n'en a accepté que 14 %, une proportion inchangée par rapport à la semaine précédente. Parallèlement, les demandes d'autorisations de crédit enregistraient une progression de 42 % par rapport à la moyenne des trois derniers mois et de 28 % en glissement annuel. Le taux interbancaire se maintient donc au niveau du plafond du corridor de taux et son efficacité en tant qu'instrument de politique monétaire semble s'être affaiblie compte tenu des rendements plus élevés observés sur d'autres segments, notamment le marché obligataire. Après une phase d'assouplissement monétaire liée au contexte de guerre, la BCI a engagé un resserrement de sa politique, marqué par une hausse des réserves obligatoires et une réduction des montants d'autorisations de crédit acceptés. Cette orientation restrictive, en place depuis neuf semaines, s'est renforcée au cours des trois dernières semaines. La BCI devrait maintenir ce cap à court terme afin de limiter la création monétaire et d'absorber une partie des liquidités précédemment injectées. Sa poursuite à moyen terme paraît néanmoins incertaine compte tenu des besoins de financement de l'État, des effets récessifs du conflit et de la volonté des autorités de soutenir l'emploi, la production et les chaînes d'approvisionnement. Selon le gouverneur de la BCI, l'augmentation de la liquidité au cours de cette période s'avérera bénéfique dans la mesure où elle aura permis de financer des activités productives.

ISRAËL

1. LES EXPORTATIONS ATTEIGNENT UN NOUVEAU RECORD (169 Mds USD) EN 2025

Selon les chiffres annuels de l'Administration israélienne du commerce extérieur, les exportations du pays ont atteint 169 Mds USD en 2025, au-dessus du précédent point haut de 2022 (environ 166 Mds USD), malgré les tensions géopolitiques, les boycotts de plusieurs pays, les perturbations du fret maritime et l'appréciation du shekel qui érode la profitabilité en dollars des exportateurs. Cette progression recouvre une dynamique déséquilibrée entre ses deux composantes. Les exportations de services, essentiellement issues de la haute technologie, représentent 60% du total et sont estimées à 101 Mds USD (+9 % sur un an), tandis que les exportations de biens reculent d'environ 5%, sous l'effet d'une demande plus faible en provenance de l'UE, des États-Unis et de la Chine. Une recomposition géographique accompagne ce mouvement : le repli des débouchés européens contraste avec une progression modérée vers l'Asie (de l'ordre de +3,5 %, portée par le Vietnam, les Philippines, la Thaïlande et le Japon), l'Inde (+7 %), la Serbie (+33 %) et l'Azerbaïdjan. Le ministère met en avant un objectif de 1 000 Mds USD d'exportations à l'horizon de deux décennies et l'élargissement de son réseau de 55 à 60 bureaux économiques, via cinq nouvelles missions (Miami, Buenos Aires, Athènes, Belgrade, Addis-Abeba).

2. TEL AVIV, TROISIÈME VILLE LA PLUS CHÈRE AU MONDE

Selon la dixième édition de *Mapping the World's Prices* de Deutsche Bank (juillet 2026), Israël affiche le deuxième niveau de prix relatif mondial après la Suisse (indice de prix implicite par PPA de 115,7 pour un référentiel États-Unis à 100), et Tel Aviv s'installe au troisième rang des villes les plus chères du monde, derrière Genève et Zurich mais devant New York et San Francisco. Ce classement consacre une décennie d'ascension continue, largement imputable à la vigueur du shekel (parmi les monnaies les plus performantes de l'échantillon, avec une appréciation de l'ordre de +30 % sur dix ans et de +13 % sur les douze derniers mois face au dollar) à laquelle

s'ajoutent la résilience des secteurs technologique et de défense ainsi que les ruptures d'approvisionnement régionales. Le renchérissement est transversal : la ville se classe deuxième mondiale pour les prix de l'énergie domestique (+10 places sur un an, entre Berlin et Oslo) comme pour l'automobile (57 859 USD pour un VW Golf, prise comme référence, seulement derrière Singapour), et le carburant illustre l'effet des tensions régionales, avec un litre d'essence à 2,08 USD en hausse de +27 % sur un an. Les postes du logement restent comparativement plus contenus (6^{ème} pour l'achat au m², 16^{ème} pour un loyer trois pièces) et les salaires nets ne se classent qu'au 12^{ème} rang mondial (environ 4 400 USD, soit 79 % du niveau new-yorkais), en progression de 10 places sur un an ; l'indicateur de revenu disponible après loyer situe néanmoins la ville au 14^{ème} rang, signe que la hausse des rémunérations amortit encore, pour partie, l'un des coûts de la vie les plus élevés au monde.

3. REPLI DES PRIX DE L'IMMOBILIER AU PRINTEMPS ALORS QUE LES PRIX DES LOYERS PROGRESSENT

Selon les données du Bureau central des statistiques (CBS) portant sur la période avril-mai 2026, le marché immobilier résidentiel israélien accentue sa correction avec un repli mensuel de 1 % (le plus net sur deux mois depuis huit ans) portant le recul annuel moyen à 2 %. Cette dépréciation touche en premier lieu les zones les plus tendues, à l'instar du district de Tel-Aviv (-2,3 %) et de Jérusalem (-1,8 %), principalement tirée par le marché de l'ancien, tandis que sur le neuf (-0,1 % officiel), la baisse effective s'opère de façon indirecte par le biais de concessions financières et de facilités de paiement accordées par les promoteurs. Ni l'assouplissement de la politique monétaire de la Banque d'Israël ni les anticipations géopolitiques ne parviennent pour l'heure à dissiper l'attentisme des ménages : le renversement des anticipations alimente une spirale d'ajustement à la baisse, reportant la demande vers le marché locatif (dont les loyers s'envolent de 6,6 % sur un an) et soulevant la question d'une entrée durable du secteur en phase de restructuration ou d'une fenêtre d'opportunité à court terme pour les investisseurs disposant de liquidités.

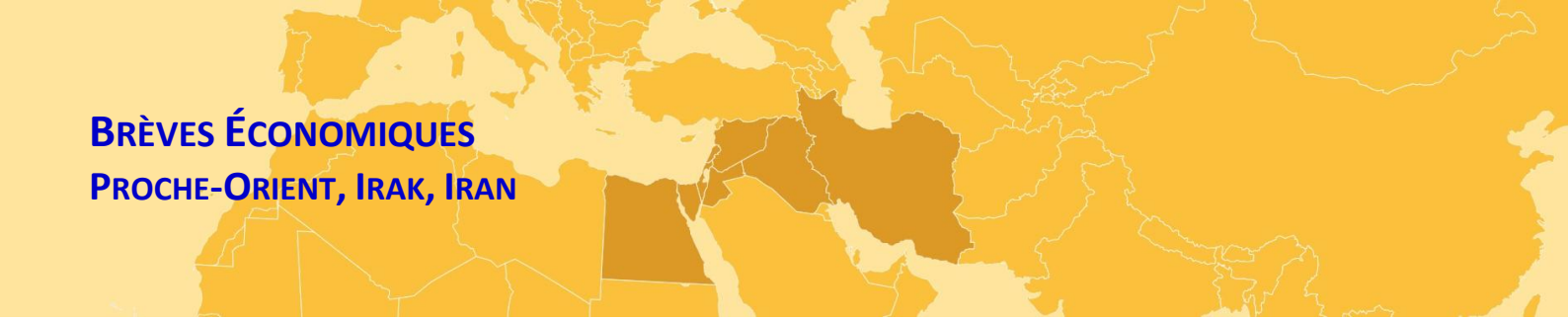
4. SUSPENSION TEMPORAIRE DES AUTORISATIONS DE RACCORDEMENT DES DATA CENTERS AU RÉSEAU ÉLECTRIQUE

L'Autorité israélienne de l'électricité a annoncé le 20 juillet la suspension pour au moins 140 jours du traitement des demandes de raccordement des centres de données au réseau électrique, le temps de réexaminer chaque dossier. Cette décision fait suite à une envolée des demandes, qui ont atteint 27 000 MW (environ trois fois la consommation moyenne du pays), un volume jugé ingérable. À ce stade, le système s'est engagé sur 1 500 MW de raccordements effectifs : pleinement utilisés, ils représenteraient environ 10 % de la consommation électrique nationale au début de la prochaine décennie. Ce décalage illustre la tension entre l'appétit des développeurs, dopé par la dynamique de l'IA et l'intérêt d'acteurs étrangers (à l'image de l'américain Crusoe), et les capacités d'un réseau fragilisé par des années de sous-investissement, dont la modernisation n'a débuté que récemment. Le président du Conseil économique national suggère la mise en place d'une législation qualifiant les centres de données « d'infrastructure nationale » afin d'en faciliter la planification, sans qu'il soit acquis que le réseau puisse absorber une telle charge.

JORDANIE

1. BAISSÉ DES RECETTES TOURISTIQUES AU 1^{ER} SEMESTRE

Selon les données de la Banque centrale de Jordanie, les recettes touristiques ont diminué de -5,3 % au premier semestre 2026 en glissement annuel (g.a.), pour s'établir à 2,5 Mds JOD (3,5 Mds USD), du fait de la baisse des dépenses des jordaniens expatriés en visite dans le Royaume (-12,1 %), des touristes en provenance des États-Unis (-25,6 %), d'Europe (-28,2 %) et d'Asie (-3,5 %). Seuls les touristes arabes enregistrent une progression de leurs dépenses, à +6,5 %. Le mois de juin témoigne toutefois d'une hausse des recettes en g.a. de +7,0 %, à 486 M JOD (685 M USD). Face à cette situation, les autorités jordaniennes ont adopté un ensemble de mesures de soutien ciblant notamment la région de Petra. Le plan prévoit le report et le rééchelonnement des échéances financières des entreprises touristiques auprès des banques, de la sécurité sociale ainsi que



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

des fournisseurs d'eau et d'électricité. Des dispositifs de soutien au paiement des salaires doivent également être mis en œuvre afin de préserver l'emploi dans le secteur.

2. LA JORDANIE EN TÊTE DES PAYS ARABES POUR LE SOUTIEN AUX POPULATIONS VULNÉRABLES

Selon un rapport de la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO/ESCWA), la Jordanie devrait consacrer l'équivalent de 0,69 % de son PIB à la protection des populations vulnérables face aux répercussions socio-économiques du conflit, soit l'effort budgétaire relatif (rapporté à la taille de son économie) le plus élevé parmi les pays arabes. Pour contenir les répercussions de la hausse des coûts énergétiques, le gouvernement poursuit une politique de stabilisation des prix des biens essentiels (réduction des prix de la farine et du blé, ajustements progressifs des prix des carburants etc.). Pour rappel, l'inflation est estimée à +2,03 % au S1 2026.

3. RENFORCEMENT DES SYNERGIES ENTRE LES DEUX PRINCIPAUX ACTEURS JORDANIENS DU SECTEUR MINIER

La *Jordan Phosphate Mines Company* (JPMC) et l'*Arab Potash Company* (APC) ont signé un accord de partenariat visant à créer une chaîne de valeur industrielle intégrée, allant de l'extraction et du traitement des matières premières, à la transformation et à l'exportation. Une coentreprise a été constituée, chargée de développer un complexe industriel conjoint à Aqaba et Al-Shidiyah, pour un montant estimé entre 600 et 800 M JOD / 846 M USD à 1,1 Md USD. Un appel d'offres pour réaliser des études de faisabilité sur ce complexe doit être publié prochainement.

LIBAN

1. RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ENTRE LES PORTS DE BEYROUTH ET DE FOS MARSEILLE

A l'occasion d'une visite à Marseille du Ministre libanais des Transports et des Travaux publics, Fayez Rasamny, et du Directeur de l'Autorité du Port de Beyrouth, Marwan Naffi, le protocole d'accord de coopération entre les ports de Marseille Fos et de

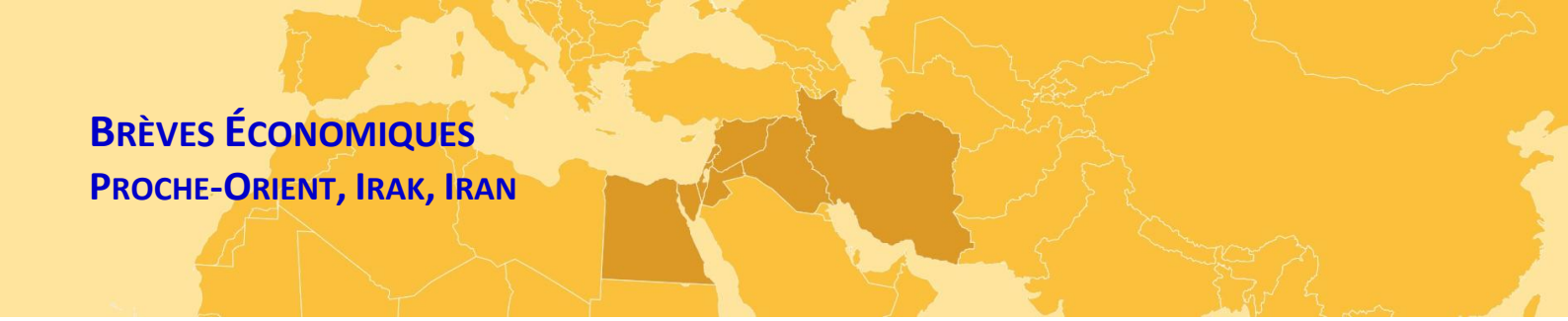
Beyrouth a été renouvelé et consolidé sur plusieurs axes : transport maritime, la logistique, intermodalité, douane, innovation, transition énergétique. L'accent a été mis sur la nécessité d'initier désormais des projets opérationnels et concrets. Les deux ports partagent l'ambition de constituer des portes d'entrée vers leurs hinterlands respectifs et des hubs logistiques internationaux.

Cette rencontre a également été l'occasion d'évoquer le prochain lancement du Club des ports de l'Union pour la Méditerranée, afin de poursuivre et d'élargir les dynamiques de coopération entre les ports méditerranéens.

PALESTINE

1. CORRESPONDANCES BANCAIRES ISRAËL-PALESTINE : UNE NOUVELLE ALERTE SUR LA CONTINUITÉ DES SERVICES DE PAIEMENT

Les banques israéliennes **Israel Discount Bank** et **Bank Hapoalim** ont fait savoir à leurs partenaires palestiniens qu'elles souhaitent mettre fin à leurs services de correspondance bancaire. Le gouvernement israélien a prolongé jusqu'à fin 2026 le mécanisme d'indemnisation (*waiver*) destiné à protéger juridiquement les banques assurant ces services. Malgré cette prolongation, les établissements concernés continuent d'exprimer leurs préoccupations quant aux risques juridiques et de conformité. Indispensables au règlement des transactions en shekels et à une large part des échanges commerciaux entre Israël et les Territoires palestiniens, les services de correspondance bancaire permettent notamment le paiement des importations essentielles (électricité, eau, carburants, biens de consommation). Les autorités palestiniennes alertent publiquement sur les conséquences qu'aurait leur interruption. Elles soulignent les risques pour les paiements transfrontaliers, l'activité du secteur privé (importations, exportations, règlements commerciaux), le fonctionnement quotidien de l'économie (salaires, transferts de fonds, opérations bancaires) ainsi que pour l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza. La Banque mondiale estime qu'une interruption de ces services ferait peser un risque systémique à court terme sur le secteur



BRÈVES ÉCONOMIQUES

PROCHE-ORIENT, IRAK, IRAN

bancaire palestinien, déjà fragilisé par l'accumulation de numéraire en shekels, les restrictions sur les transferts d'espèces vers Israël et la forte exposition des banques aux finances publiques palestiniennes. Elle considère que l'incertitude entourant les correspondances bancaires constitue aujourd'hui l'un des principaux facteurs de vulnérabilité du système financier palestinien.

2. LANCEMENT DU PROGRAMME EU4 COMMERCE POUR MODERNISER LES INFRASTRUCTURES COMMERCIALES

Le ministère palestinien de l'Économie nationale, l'Union européenne et l'UNOPS ont lancé le programme EU4Commerce, doté de 8,5 M EUR et mis en œuvre sur une période de 36 mois, afin de moderniser les infrastructures commerciales palestiniennes et de faciliter les échanges transfrontaliers. Le projet prévoit une première phase d'études techniques et économiques, suivie de la création d'un centre logistique commercial à Jéricho, destiné à accueillir certaines opérations aujourd'hui réalisées au pont Roi-Hussein (Allenby), notamment les inspections, le scellement des conteneurs et les installations de chaîne du froid. Cette nouvelle infrastructure devrait permettre de réduire de 30 % les délais de dédouanement et les coûts des transactions transfrontalières par rapport au niveau de référence de 2026, tout en améliorant la compétitivité des exportations palestiniennes, notamment agricoles. Le ministre de l'Économie, Mohammad Al Amour, a présenté le développement des infrastructures logistiques comme une priorité stratégique pour renforcer la résilience de l'économie palestinienne et soutenir l'activité du secteur privé.

3. L'AFD MAINTIENT UN HAUT NIVEAU D'ENGAGEMENT MALGRÉ TROIS ANNÉES DE CRISE

L'Agence Française de Développement (AFD) en Palestine a traversé ces trois dernières années une période exceptionnelle, marquée par la guerre à Gaza et la forte dégradation de la situation économique et sociale palestinienne. L'AFD est néanmoins parvenue à maintenir ses opérations dans l'un des environnements les plus complexes de son réseau. Malgré ce contexte, l'AFD a ainsi conservé un niveau soutenu d'activité, avec 30 M EUR de nouveaux financements en 2024, 33 M EUR en 2025 et 10 M EUR depuis le début de l'année 2026, tandis que 40 projets sont actuellement en cours d'exécution. L'Agence est restée engagée dans l'ensemble des Territoires palestiniens, en partenariat avec l'Autorité palestinienne, les collectivités locales, les agences des Nations unies et les ONG. Le maintien des opérations à Gaza, notamment grâce à un financement additionnel de 10 M EUR à l'UNICEF fin 2023 pour soutenir la santé maternelle et infantile, ainsi que le poids du secteur de l'eau et de l'assainissement, qui représente près de 60 % du portefeuille, illustrent la priorité accordée au maintien des services essentiels. Enfin, le soutien au secteur privé s'est poursuivi via Proparco, qui a renforcé en 2025 sa participation au capital de la Bank of Palestine, devenant son deuxième investisseur institutionnel international. Cette opération, qui s'inscrit dans un partenariat engagé depuis plus de vingt ans avec le secteur bancaire palestinien, vise à consolider les fonds propres du premier établissement bancaire palestinien afin d'accompagner le financement des entreprises et de préparer les conditions du futur redressement.

PRINCIPAUX INDICATEURS DES PAYS DE LA ZONE

	SOURCE	ÉGYPTE	IRAK	IRAN	ISRAËL	JORDANIE	LIBAN	PALESTINE	SYRIE
POPULATION (MILLIONS) – 2025	FMI / WEO	118,3	46	86,7	10,2	11,5	5,8	5,6	25,6
PIB (Mds USD) – 2025	FMI / WEO	349	265	376	665	62	28	14*	21*
PIB / HAB. (USD) – 2025	FMI / WEO	3190	5830	4250	67000	5356	4470	2593*	869*
CROISSANCE PIB RÉEL (%) – 2025	FMI / WEO	4,4	0,5	0,3	3,1	2,7	-7,5	-26,6*	-1,5*
SOLDE BUDGÉTAIRE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	-7,2	-6,3	-4,3	4,9	-5,3	0,4	-9,5*	-3,1*
DETTE PUBLIQUE (% PIB) – 2025	FMI / WEO	84	53,1	36,4	70	83,4	114	86*	n/a
RATING COFACE 2025	COFACE	C	E	E	A4	C	D	n/a	n/a
INFLATION MENSUELLE EN G.A. (%)	STATISTIQUES OFFICIELLES	11,9	-1,2	60	1,8	1,1	15,3	48,9	15,2
PMI MENSUEL	STATISTIQUES OFFICIELLES	49,8	n/a	39,4	50,2	n/a	50,6	n/a	n/a
EXPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1838	418	231	1885	1240	540	30	30
IMPORTATIONS FRANÇAISES (M€) – 2025	DOUANES FRANÇAISES	1214	1556	51	1410	60	93	4	4

* = DONNÉES BANQUE MONDIALE 2024/2025

AGENCE DE NOTATION COFACE - ESTIMATION DU RISQUE DE CRÉDIT MOYEN DES ENTREPRISES D’UN PAYS

A1 TRÈS FAIBLE / A2 PEU ÉLEVÉ / A3 SATISFAISANT / A4 CONVENABLE / B ASSEZ ÉLEVÉ / C ÉLEVÉ / D TRÈS ÉLEVÉ / E EXTRÊME

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES

POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

RÉDACTION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

POUR VOUS ABONNER : beyrouth@dgtresor.gouv.fr